



En créant le projet INTERFUTURS, quinze pays Membres de l'OCDE ont manifesté le désir d'examiner ensemble les problèmes à long terme des sociétés industrielles avancées et de leurs relations avec les pays en développement.

Quelles sont les ambitions et les limites de ce projet ?

Jacques Lesourne, qui en est le directeur, nous en présente ici les grandes lignes.

Né à la Rochelle, 48 ans, il a été de 1958 à 1976 Directeur Général de la SEMA, et à ce titre, a joué en Europe un rôle essentiel dans le développement de l'économie appliquée, des études urbaines et de la recherche opérationnelle. Il est actuellement aussi professeur d'économie () et Vice-Président de l'IIASA, Centre de recherche international créé à Vienne par 17 pays de l'Est et de l'Ouest. Il vient de publier « les systèmes du destin ».*

ment ; c'est-à-dire, deux ou trois par très grande zone géographique et culturelle. Ces consultants exprimeront leurs points de vue sur les problèmes traités, à titre personnel, sans pour cela engager leurs gouvernements. Mais comme il ne seront pas membres de l'équipe permanente, ils n'auront pas de choix déchirants à effectuer entre les problèmes des collectivités auxquelles ils appartiennent et les propositions qui seront faites aux gouvernements des pays développés. La réponse à la question que vous m'avez posée, « est-ce un projet pour pays riche », serait « oui » dans la mesure où ce projet est financé par les gouvernements des pays riches, et « non » sur deux autres aspects, puisqu'il ne traite pas uniquement des problèmes des pays développés mais aussi des interactions entre pays développés et pays en voie de développement.

2000 — Vous allez procéder à la mise en place de données destinées à constituer une sorte de modèle mondial — Comment vous définissez-vous par rapport aux autres modèles globaux ?

J.L. — Ce projet part de deux préoccupations : les problèmes qui se posent aux pays développés, et les relations entre pays déve-

Le projet "INTERFUTURS"

Jacques Lesourne

2000 — Le projet « Interfuturs » est censé analyser l'évolution des sociétés industrielles avancées. Ceci signifie-t-il qu'il s'agit d'un projet intéressant les pays riches exclusivement ?

J.L. — Ce projet est financé par 16 pays développés : ceci constitue sa caractéristique. Mais nous comptons traiter deux aspects différents : d'une part le problème des lignes d'avenir des pays développés et d'autre part le problème des relations entre pays développés et pays en voie de développement. Il paraît sage d'avoir voulu traiter ces deux problèmes ensemble, puisque très souvent quand on traite des problèmes des pays en développement, on tente de les régler sans s'occuper de ce qu'il advient aux pays développés.

Notre approche est différente et je souhaite que d'autres groupes d'études dans le monde s'attachent à analyser le même problème. En ce qui concerne les grands problèmes mondiaux, je ne crois pas qu'il puisse y avoir une équipe de recherche qui en ait le monopole et l'apanage. Des équipes ayant diverses localisations géographiques et des

points de vue différents devraient traiter ces problèmes, et c'est à partir des échanges entre ces équipes et les différents gouvernements concernés, que se dégagerait une certaine compréhension plus globale. Ainsi l'IIASA (1) situé à Vienne traite certains problèmes, d'autres sont abordés par les Nations Unies, qui viennent d'ailleurs de constituer un « projet 2000 » (lancé par le département des Affaires Économiques et Sociales de l'ONU). Je ne peux que souhaiter, pour ma part, que les pays en voie de développement mènent des études à long terme ; c'est déjà le cas pour certains d'entre eux. Le projet Interfuturs apportera sa contribution à cet ensemble.

Il ne s'agit pas d'un projet pour pays riches uniquement, dans la mesure où on étudiera les relations entre les deux types de pays, mais il est exact qu'il reste financé par des pays riches.

Pour éviter les biais qui pourraient en résulter nous avons décidé, d'une part d'avoir une équipe permanente composée de chercheurs originaires des pays qui financent l'étude, mais aussi une douzaine de consultants de pays en voie de développe-

ment et pays en voie de développement. Son objectif le plus important est de déboucher sur des propositions qui soient utiles aux gouvernements et qui les aideraient à prendre maintenant des décisions concernant des problèmes qui « conditionnent » le très long terme. Ce projet a donc comme objectif de déboucher sur des actions politiques. Naturellement ce n'est pas au niveau du projet que nous commencerons à étudier les décisions de détail, mais nous voudrions être capables de faire des propositions qui permettent ensuite un dialogue, une concertation entre les gouvernements des pays développés. Cet objectif essentiel, ainsi que les délais dont nous disposons, nous ont amenés à décider de ne pas construire un modèle mondial qui nous demanderait des années de travail. Il existe déjà un certain nombre de modèles qui ont tous des qualités et des défauts ; le nôtre n'aurait ni les mêmes qualités ni les mêmes défauts, mais de toute façon le projet risquerait d'être terminé avant qu'on puisse utiliser réellement

(*) Au Conservatoire National des Arts et Métiers. Interview de Gritti Haumont.

(1) International Institute for Applied System Analysis, Vienne — Autriche.

le modèle élaboré. Cette voie paraissait donc sans issue. De plus, dans ce type de modèle, on est amené à privilégier certains problèmes par rapport à d'autres. Nous avons donc décidé d'abandonner cette approche mais d'utiliser les modèles existants dans les domaines où, en fonction de nos hypothèses, il semble qu'ils puissent nous apporter un éclairage différent.

Notre objectif initial est d'explorer un champ plus vaste, où d'ailleurs le socio-politique a sa place, en commençant par une phase d'exploration. L'une des caractéristiques les plus importantes du projet et l'une de ses grandes difficultés est son ampleur, dans la mesure où, a priori, aucun problème mondial futur ne lui est en théorie étranger.

Il se pose des problèmes importants de choix et de traitement de données d'une grande ampleur. Nous débiterons donc par une double phase exploratoire en traitant le problème selon deux approches. La première approche globale consiste à faire d'une part le recensement, l'analyse et la critique des modèles mondiaux existants, d'autre part à réfléchir en termes historiques et systémiques sur l'évolution globale dans le passé de même que sur le rôle et le fonctionnement des institutions existantes vis-à-vis du long terme à l'échelle nationale ou internationale. La seconde approche est par domaines ; elle consiste à dresser une liste de domaines et à faire, pour chacun d'eux, le tour des études existantes, des problèmes déjà détectés, des questions sur lesquelles des difficultés politiques se posent, et le panorama des interactions entre ces thèmes et d'autres domaines. La liste des domaines choisies comporte la population, l'énergie, les matières premières, l'alimentation et l'agriculture, l'environnement physique, le commerce international, la localisation internationale de l'industrie, les problèmes de finance, de monnaie ou d'endettement. Nous aborderons aussi le rôle des facteurs sociologiques, et les problèmes de dynamique interne des sociétés développées. L'existence en effet toute une série de facteurs importants dans l'évolution socio-économique des pays industrialisés, que l'on n'a aucune chance de saisir dans la liste précédente.

Nous comptons aussi analyser la dynamique interne de certaines sociétés en développement, non pas à partir d'une centaine de pays en voie de développement, mais à partir d'un petit échantillon, de façon à mieux comprendre les différences — en termes de dynamique interne — qui se manifestent entre ces deux types de sociétés.

A partir de ces deux approches nous choisirons parmi les problèmes ceux qui nous paraissent les plus importants, ou qui ont le plus de chances de pouvoir être traités de façon convenable dans le cadre de nos moyens et des délais qui nous sont impartis. Nous définirons ensuite un certain nombre de scénarios, dans une troisième phase, en comparant les avènements et les enchaînements possibles.

2000 — La mise en place d'un groupe de travail international, destiné à avoir une certaine cohérence, pose-t-elle des problèmes particuliers ?

J.L. — Ce projet doit durer 3 ans. Il a démarré cette année à partir de rien, sinon, au départ, des instructions des divers gouvernements, sans programme de recherches défini. Compte tenu de la nécessité très importante d'une communication avec les gouvernements, et donc du fait de passer un temps considérable à échanger des informations, ce projet paraît très court. L'équipe

permanente a du être rassemblée entre janvier et octobre 1976. Ce projet est donc limité, et d'un point de vue optimal, il est probablement trop court. Mais comme il s'agissait d'un projet de recherches très stimulant, nous avons réussi, dans un délai très rapide, à réunir une équipe de très bonne qualité, qui a accepté de venir effectuer cette étude à Paris. Il fallait éviter ensuite que l'équipe ne soit déséquilibrée : nous devions d'une part réaliser des équilibres nationaux — non pas tant pour des questions de quotas qui n'ont pas une importance très grande à l'OCDE — mais pour établir une communication adéquate avec les gouvernements concernés. En effet pour établir de bons contacts avec les pouvoirs publics d'un pays, il est préférable d'avoir au sein d'une équipe une personne appartenant à ce pays. Nous tenions également à assurer un certain équilibre des connaissances : l'un des Directeurs adjoints par exemple, est un spécialiste d'économie internationale, de questions financières et monétaires ; un autre connaît surtout les problèmes de matières premières et de localisation de l'industrie ; le troisième s'intéresse plutôt aux aspects globaux du développement.

Notre objectif était d'assurer d'une part cet équilibre des compétences, mais aussi d'avoir deux experts au lieu d'un, sur des thèmes donnés, de façon à pouvoir disposer de deux points de vue très différents. Car sur des thèmes très complexes, difficiles à analyser, on ne peut raisonnablement espérer qu'une seule personne soit en mesure de présenter une vue assez globale de la question. Nous avons donc à la fois des économistes et des chercheurs plus tournés vers les scénarios socio-politiques...

Notre approche initiale devait être aussi ouverte que possible ; il aurait été maladroit de présenter comme définitive telle ou telle méthode d'analyse prospective. En effet, tous les membres de l'équipe peu familiarisés avec cette approche précise auraient été « stérilisés » par ce cadre, alors qu'ils pourraient apporter beaucoup dans un cadre moins limité.

J'ai donc plutôt cherché à ce que se crée progressivement un certain consensus sur la manière de mener ce projet, qui m'apparaît comme une construction continue, empirique et opératoire au jour le jour. Il ne s'agit pas d'une recherche menée par une équipe nationale de personnes se connaissant depuis longtemps, et ayant déjà élaboré une doctrine ensemble. Nous devons élaborer nos méthodes en même temps que se déroule ce projet. J'ai cherché à ce que les membres de l'équipe soient intellectuellement très ouverts : tous les experts spécialisés dans un domaine ont une ouverture d'esprit qui les fait s'intéresser à d'autres thèmes et en particulier aux problèmes politiques qui se posent vis-à-vis des pays en voie de développement.

Nous ne sommes ni « radicaux », ni « conservateurs ». Si l'attitude de l'équipe paraissait trop radicale, c'est-à-dire, dans le contexte, trop favorable aux thèses défendues par certains pays en voie de développement à l'égard des pays industrialisés, notre crédibilité s'épuiserait très vite vis-à-vis des gouvernements des pays développés. Si, en revanche, nous étions trop conservateurs, notre image vis-à-vis des pays en développement se détruirait rapidement. Par là même, nous intéresserions moins les pays développés, dans la mesure où nous serions moins susceptibles d'apporter des observations qui soient en dehors des sentiers bat-

tus. L'ensemble des membres de l'équipe partage ce qui est en définitive un choix idéologique : aider à l'évolution du monde sans être ni du côté des conservateurs, ni de celui des « révolutions naines » — si on peut employer cette expression. J'ai bon espoir que nous garderons cette relative cohérence.

Mais je pense aussi qu'on n'a pas toujours besoin, dans un projet de prospective, du moins d'une telle ampleur, d'une cohérence totale. Certaines contributions tout à fait essentielles peuvent se relier au reste, mais d'une manière qui n'est pas nécessairement monolithique. Si nous voulions formaliser toutes les données qui vont sortir du projet dans un certain nombre de scénarios bien précis — au sens de la méthode française des scénarios — en signifiant que seule cette approche nous paraît pertinente, nous partirions d'une vision beaucoup trop monolithique à l'échelle mondiale. Une approche de ce type ne peut se justifier qu'à l'échelle d'un sujet particulier. Pour prendre un exemple récent, celui du « Plan Bleu » d'actions en Méditerranée (1) une certaine souplesse y apparaissait : on y trouve en effet des études particulières sur des projets susceptibles de réussir, un scénario « de catastrophe » et des scénarios normatifs à côté d'un scénario tendanciel. Donc, déjà, à un niveau infiniment plus facile à appréhender, il y avait une ouverture du type de celle que nous préconisons.

Parallèlement à cette équipe permanente proprement dite, nous disposons d'un groupe consultatif présidé par le Professeur Ruffolo et composé de personnalités de premier plan, toutes très différentes, choisies selon l'objectif suivant : il s'agissait de les faire « réagir » à propos des études menées. Ceci à temps très partiel, puisqu'ils nous consacrent quelques journées par an. Ceci leur permet d'ailleurs de garder une certaine distance par rapport à nos préoccupations et de nous fournir un éclairage, qui, je le crois, sera utile. Un projet de prospective doit, à mon sens, vivre en symbiose avec le monde actif. Cette dizaine de conseillers ont été choisis en fonction de leurs personnalités très différentes et du fait qu'ils appartiennent à des horizons très divers. Leur rôle est double : critiquer les rapports qui leur sont soumis et d'autre part définir avec le groupe de travail l'orientation générale du projet : par exemple, la question leur a été posée : Devait-on faire ou non un modèle mondial ? Leur apport sera aussi précieux au niveau des suggestions de nature plus politique.

2000 : On dispose aujourd'hui de différentes approches du long terme, toutes insatisfaisantes : modèles, scénarios qualitatifs très lourds, recettes de la futurologie. Quel type d'approche préconisez-vous ? L'utilisation de l'analyse de système pour des opérations de très grande ampleur pose-t-elle des problèmes méthodologiques importants ?

J.L. : Avant tout, je ne crois pas qu'il y ait entre prévision et prospective le fossé qu'on a toujours voulu y mettre. La connaissance que l'on a du futur est d'une certaine manière toujours ancrée dans le présent, (c'est aujourd'hui que l'on fait la prospective sur demain), et dans la compréhension qu'on a du présent et du passé. La faiblesse de la prévision c'est qu'elle a parfois seulement été l'extrapolation d'invariants relativement superficiels sur le présent et sur le passé ; ce-

(1) Voir « 2000 », N° 38 — 1976.

PRODUIT NATIONAL BRUT PAR TÊTE

DOLLARS	PRODUIT NATIONAL BRUT PAR TÊTE			
	RÉGION	1960	1963	1973
Pays à économie de marché	550	630	1 060b	6.7c
dont Pays développés	1 500	1 780	3 740d	8.6e
dont Pays en voie de développement	130	150	230b	5.5c
Afrique	130	150	230b	5.5c
Amérique du Nord	2 750	3 060	6 140	7.2
Amérique latine	330	370	610b	6.4c
Moyen-Orient	250	290	500b	7.0c
Asie de l'Est et du Sud-Est	110	140	...	9.8f
Europe	1 060	1 350	3 030d	9.4e
Océanie	1 320	1 510	2 950d	7.7e

b) 1971 ; c) croissance 1963-71 %pa ; d) 1972 ; e) croissance 1963-72 %pa ; f) croissance 1963-70 %pa.

Source : O.N.U. world statistics in Brief. 1976.

PRODUCTION INDUSTRIELLE

Répartition de la production industrielle (%)	1960	1972	1975	1980	1990	2000
Pays en voie de développement	9.0	9.3	10.3	12.2	17.8	25.0
Pays développés à économie de marché	75.2	69.4	64.4	87.8	82.2	75.0
Europe de l'Est	15.8	21.3	25.3	87.8	82.2	75.0
Total	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0

Production par tête

	1972 dollars					
	1960	1972	1975	1980	1990	2000
Pays en voie de développement	38	61	68	101	220	460
Pays développés	618	1048	1014	1293	209	398
Europe de l'Est	283	696	864	1293	1987	2839
Total	242	401	408	531	818	1239
					792	1120

Source : UNCTAD IV, Nairobi - Mai 1976.

Tableau 1. EXPORTATIONS 1960-1975 (en millions de dollars)

	1960	1970	1975
Total mondial	12 830	312 400	861 500
• Pays à économie de marché			
— développés	8 570	224 700	575 400
— en voie de développement	2 740	52 900	195 600
• Pays d'Europe de l'Est	1 300	31 000	79 000
• Pays socialistes d'Asie	204	2 380	6 600

Source : O.N.U. Manuel de statistiques du commerce international et du développement 1976.

Tableau 2. LES APPORTS NETS DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT, EN PROVENANCE DES PAYS DU CAD. AUX PAYS EN DÉVELOPPEMENT ET AUX AGENCES MULTILATÉRALES

Versements.	Montants en millions de dollars des EU et en pourcentage du PNB.					
	Moyenne 1964-1966		1971		1975	
	millions de \$	en % du PNB	millions de \$	en % du PNB	millions VDE \$	en % du PNB
Australie	114,9	0,51	202,2	0,53	506,8	0,61
Autriche	10,0	0,11	12,3	0,07	64,4	0,17
Belgique	83,0	0,49	146,1	0,50	377,7	0,59
Canada	120,5	0,23	391,1	0,42	879,7	0,58
Danemark	14,7	0,15	74,4	0,43	205,3	0,58
Finlande	2,7	0,03	13,3	0,12	48,2	0,18
France	775,1	0,78	1 075,3	0,66	2 090,9	0,62
Allemagne	444,7	0,39	734,2	0,34	1 688,8	0,40
Italie	62,0	0,10	182,7	0,18	182,3	0,11
Japon	214,9	0,24	510,7	0,23	1 147,7	0,24
Pays-Bas	70,9	0,37	216,1	0,58	604,0	0,75
Nouvelle-Zélande	10,0	0,19	16,7	0,23	65,8	0,52
Norvège	11,7	0,17	42,3	0,33	183,7	0,66
Suède	42,6	0,21	158,9	0,44	566,0	0,82
Suisse	11,3	0,08	28,4	0,12	103,6	0,18
Royaume-Uni	483,8	0,48	561,8	0,40	863,4	0,37
États-Unis	3 453,0	0,49	3 324,0	0,32	4 007,0	0,26
Total des pays du CAD	5 925,8	0,44	7 690,5	0,35	13 583,3	0,36

Source : OCDE - Coopération pour le développement - Examen 1976

ci chez les plus mauvais des prévisionnistes : Mais par le passé, les prévisionnistes les plus avertis étaient déjà à la recherche d'invariants plus profonds qui ne donnaient donc pas une seule tendance et qui permettaient des prévisions conditionnelles.

C'est à partir de cette démarche que l'idée de prospective s'est développée. On pouvait utiliser l'imagination créative pour construire une image de l'avenir et essayer d'en déduire des cheminements à partir des conditions que l'on s'imposait.

Il n'y a pas une unique manière d'appréhender l'avenir. Je suis donc tout à fait hostile à ceux qui voient dans les méthodes existantes autre chose que des manières extrêmes d'appréhender l'avenir ; ce sont aussi parfois des méthodologies que l'on peut rarement employer, faute de temps et de moyens. Prenons la méthode française des scénarios, méthode riche, intéressante, qui a l'avantage de chercher une interprétation du présent et du passé qui fait intervenir des dimensions sociologiques, politiques et pas seulement économiques. Elle a l'intérêt de mettre en place à côté d'autres aspects plus quantitatifs, des concepts et des relations qualitatives entre ces concepts. Cette méthode est satisfaisante mais lourde ; elle a le défaut qu'en pratique on ne peut pas toujours préciser les concepts et les relations entre les concepts.

Donc si l'on n'est pas très prudent, cette méthode court parfois le risque de comporter du verbiage ou d'introduire des concepts qui restent relativement flous, faute de temps et de moyens pour construire d'abord l'analyse de système qui devrait sous-tendre les scénarios. Donc malgré des avantages considérables, elle bute sur ce genre de limites, qui ne sont pas des limites intrinsèques et définitives, mais pratiques. Donc je plaide beaucoup pour qu'en France, il y ait des moyens de recherche en prospective qui permettent de faire progresser la méthode des scénarios, car faute de moyens, elle a très peu progressé depuis le « scénario de l'inacceptable ».

Les crédits consacrés aux études ayant baissé, il n'était plus possible de faire dans ce cadre des recherches méthodologiques. Si l'on veut progresser, il faudra mettre au point des analyses de système formalisées, qui peuvent être qualitatives, mais doivent être beaucoup plus poussées.

Une autre approche est celle des modèles mondiaux qui a ses avantages et ses défauts. Pour avantages : elle oblige à définir certains rapports de manière précise, à réunir des données, en déterminant ce qui existe et ce qui manque, et à se poser de ce fait un certain nombre de questions de fond. Le problème est que, faute de moyens, on établit souvent ces inter-relations sur la partie facilement quantifiable, c'est-à-dire sur la partie économique, sans traiter des thèmes socio-politiques. Mesarovic et Pestel expliquent qu'il y a dans leur modèle 4 strates qui vont des bases matérielles vers l'économique et le politique, mais leur modèle n'a jamais dépassé la strate économique, et encore au sens des modèles macro-économiques relativement classiques. Il ne faut donc pas condamner les modèles mondiaux, même si l'on rencontre beaucoup d'inexactitudes dans le rapport Meadows. C'est une voie riche, mais également lourde.

Il existe une troisième approche, que je nommerai « semi-quantitative ». Elle s'appuie sur les points de vue des experts pour essayer de représenter d'une manière un peu

plus précise les relations entre les facteurs intéressant l'avenir. Le fait de demander à des experts d'évaluer ce qui a des chances de se réaliser effectivement, permet de rendre progressivement cohérentes les vues de ces experts. Cette approche reste relativement légère, tout en donnant prise à une certaine quantification. Plutôt que d'opposer toutes ces démarches, il faut se rendre compte que, par des voies assez différentes, elles tentent toutes de « décortiquer » le système environnant, de déterminer les liaisons fondamentales entre les éléments de ce système et la manière dont elles peuvent évoluer. Il s'agit finalement de trouver une approche méthodologique qui permette cette analyse à des coûts acceptables. Le problème du coût et des délais impartis à une recherche a son importance. Je ne crois pas qu'il y ait de mauvaises méthodes en prospective, il n'y a que des utilisations stupides de certaines méthodes. Toutes ces méthodes sont limitées : elles ne sont que des moyens — partiels — de « grappiller » un peu de cette globalité que l'on perçoit. Il est nécessaire d'avoir une compréhension très profonde du présent et du passé pour pouvoir se permettre d'analyser l'évolution du système global dans l'avenir.

La prospective reste, de toute manière, très liée à l'état de développement des sciences sociales : elle évolue au fur et à mesure des progrès dans ce domaine.

Sur certains points de l'avenir, les sciences peuvent nous donner un éclairage ; mais sur d'autres, on ne sait pas grand chose. La prospective consiste à remplir de la façon la moins absurde tous les « blancs »

qui subsistent, sur lesquels on devrait normalement se taire, puisque l'état des sciences ne nous permet pas de les combler de façon définitive. Mais je ne suis pas d'avis que lorsqu'une explication scientifique fait défaut, il vaut mieux se taire.

Au contraire, il me semble que, parfois, il vaut mieux faire des « impasses » intelligentes que de tout vouloir appréhender. Mais cet état des choses entraîne un risque : il est dangereux en prospective d'être doctrinaire. Ceci peut paraître féroce à l'égard des prospectivistes, mais on ne devrait pas rejeter d'emblée tel ou tel type d'approche sans bien évaluer les conditions dans lesquelles ces méthodes sont employées.

2000 : Que dire des moyens dont vous disposez ? Constituent-ils une limite par rapport à l'ampleur du projet et au degré d'investigation ?

J.L. : On peut dire deux choses : certes, la durée du projet est un peu courte puisque le projet se terminera en 1978 dans le cadre du budget décidé par les gouvernements ; mais ceci reste un point de vue de technicien. De toute façon, notre recherche a été organisée sur la base de ces délais et de nos moyens financiers. La grande difficulté de ce type de projet est au fond que, sur des problèmes de cette ampleur, on peut concevoir des équipes de n'importe quelle taille, c'est-à-dire employant 15, 100 ou 1000 personnes. De toute façon, le volume de financement dont nous disposons permet de faire une recherche intéressante ; ce qu'il faut évidemment éviter, c'est de chercher à refaire ce qui ne peut-être fait qu'avec des équipes beaucoup plus importantes. Faire de la prospective en posant au départ la nécessité de ré-évaluer

complètement les réserves de toutes les grandes matières premières, pour prendre cet exemple, serait parfaitement illusoire. Notre seule chance est de prendre les travaux déjà effectués, dont on sait qu'ils sont sérieux, et d'utiliser leurs conclusions. Le problème c'est d'essayer de trouver dans chacun des domaines abordés les études qui sont réellement solides et sérieuses, et qui pourront donc servir de base à une réflexion plus large.

Un autre aspect essentiel de toute étude prospective, mais en particulier de celle-ci, c'est l'existence d'une phase dite de « communication » qui débutera dès 1977.

La communication avec les gouvernements, au sens large c'est-à-dire les administrations, constitue un aspect important de tout projet international. Nous avons commencé à réfléchir à cette phase primordiale dans la mesure où nous voulons aboutir à un message qui débouche sur un dialogue entre gouvernements. Cette phase de communication devrait se poursuivre parallèlement à notre recherche : maintenir des contacts avec quinze gouvernements représente un effort considérable pour 1977 et 1978. Assurer une communication avec des organismes aussi complexes que des instances gouvernementales en matière de prospective n'est déjà pas très facile à l'échelle nationale — et c'est rarement réussi. A l'échelle internationale, cette coopération est encore plus délicate à mettre au point, mais elle est la condition du succès.

J. L.

“INTERFUTURS”

Le projet de recherche « INTERFUTURS » a été créé, en janvier 1976, par le Conseil de l'OCDE pour répondre aux vœux des gouvernements Membres conscients de la nécessité de réexaminer l'orientation de leurs politiques face à la rapide transformation et aux complexités croissantes de l'économie mondiale. Proposé au départ par le gouvernement japonais en mai 1975, ce projet, intitulé officiellement « L'évolution future des sociétés industrielles avancées en harmonie avec celle des pays en développement », devrait permettre de reconsidérer sous un jour nouveau, et en les situant dans leur contexte international, les problèmes et les perspectives des sociétés industrialisées. Le projet Interfuturs a pour objet d'examiner les scénarios d'évolution possibles des sociétés industrielles avancées dans le contexte des transformations des conditions de la production, des échanges, de l'investissement et des relations monétaires. Il tiendra compte, dans toute la mesure du possible, des relations à long terme entre les pays Membres de l'OCDE eux-mêmes, ainsi que entre ces pays et les différentes régions du monde, en particulier les divers groupes de pays en développement. Il devrait donc apporter un complément significatif à l'analyse de certains problèmes qui seront abordés au

cours du Dialogue entre les pays industrialisés et les pays en développement. Le programme de recherche tiendra compte le plus possible des tendances socioculturelles, des problèmes et possibilités relatifs à l'énergie, aux matières premières, à l'environnement, ainsi que des transformations futures des structures et des systèmes économiques internationaux en fonction de l'interdépendance croissante entre les nations. Le projet, dont la durée sera de trois ans, a été doté d'un budget d'environ 4 millions de dollars, et pourra également obtenir des fonds de sources extérieures telles que des fondations. Le Directeur de l'équipe de recherche est le Professeur Jacques Lesourne, assisté du Professeur William Branson, du Professeur Yoshihiro Kogane, et du Professeur Wolfgang Michalski.

Le programme de recherches

comporte quatre phases principales :

Phase A : Établissement d'un cadre général nécessaire à l'élaboration de divers scénarios futurs. Juin 1976 - Juin 1977.

Phase B : Réflexion sur des sujets spécifiques nécessaire à la compréhension des éléments intervenant dans les scénarios fu-

turs. Juin 1976 - Juin 1977.

Phase C : Élaboration de scénarios futurs, destinés à servir de base à l'évaluation de différents schémas de développement à long terme, et à l'analyse de leurs implications politiques. Cette phase s'appuiera sur les deux phases précédentes. Juin 1977 - Fin du projet.

Phase D : Établissement de communications effectives entre l'équipe et les gouvernements participants, et éventuellement d'autres groupes dans les pays Membres. Janvier 1977 - Fin du projet.

Un certain nombre de sujets spécifiques ont été retenus pour un premier examen. En voici quelques-uns choisis dans une liste sensiblement plus longue :

- adaptation à long terme à d'importants changements dans les prix relatifs des facteurs de production,
- maintien des apports de capitaux en direction des pays en développement ;
- stabilisation des fluctuations de prix des produits de base ou adaptation à celles-ci ;
- possibilités de redistribution géographique de certaines industries de traitement des matières premières ; et,
- effets et implications d'une synchronisation des cycles économiques.

Projet « Interfuturs »

176, Avenue Charles-de-Gaulle, Neuilly